

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Procédure adaptée ouverte  
Soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

---

#### MARCHE N°2615C02MP

**FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS ET DE CONSOMMABLES  
D'OPHTALMOLOGIE POUR LE COMPTE DE LA CCI DU CANTAL,  
DANS LE CADRE DE SES ACTIVITÉS DE SON CENTRE DE  
FORMATION DE SAINT FLOUR**

---

Date et Heure limites de réception des offres :

**Mardi 4 mars 2026 à 12h00**

**Pouvoir Adjudicateur**

**Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal**

44 Boulevard du Pont Rouge













15000 Aurillac

Site internet: [www.cantal.cci.fr](http://www.cantal.cci.fr)

Profil acheteur: [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Cellule régionale de la commande publique: [marches@cantal.cci.fr](mailto:marches@cantal.cci.fr)

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

|   |                                     |   |
|---|-------------------------------------|---|
|    | <b>Objet</b>                        | Fourniture d'équipements et de consommables d'ophtalmologie pour le compte de la CCI du Cantal, dans le cadre de ses activités de son centre de formation de Saint Flour. |
|    | <b>Mode de passation</b>            | Procédure adaptée ouverte   |
|    | <b>Type de contrat</b>              | Accord-cadre  |
|    | <b>Nombre de lots</b>               | 3   |
|    | <b>Délai de validité des offres</b> | 120 jours   |
|    | <b>Forme de groupement</b>          | Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire   |
|    | <b>Solution alternative</b>         | Lot 1 et Lot 2  |
|    | <b>Clauses sociales</b>             | Sans  |
|   | <b>Clauses environnementales</b>    | Avec  |
|  | <b>Durée / Délai</b>                | 2 ans   |
|  | <b>Négociation</b>                  | Avec  |
|  | <b>Visite sur site</b>              | Sans  |

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation .....                      | 4  |
| 1.1 - Contexte.....  | 4  |
| 1.2 - Objet .....  | 4  |
| 1.3- Mode de passation.....  | 5  |
| 1.4 - Type et forme de contrat.....                                | 5  |
| 1.5 - Décomposition de la consultation .....                       | 5  |
| 1.6 - Nomenclature.....  | 5  |
| 1.7 - Réalisation de prestations similaires .....                  | 6  |
| 2 - Conditions de la consultation.....                             | 6  |
| 2.1 - Délai de validité des offres .....                           | 6  |
| 2.2 - Forme juridique du groupement.....                           | 6  |
| 2.3 – Variante facultative à l'initiative du candidat.....         | 6  |
| 2.4 – Solution alternative facultative.....                        | 6  |
| 2.5 - Développement durable .....                                  | 7  |
| 3 - Conditions relatives au contrat .....                          | 7  |
| 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....                   | 7  |
| 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....    | 7  |
| 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....                 | 7  |
| 4 - Contenu du dossier de consultation .....                       | 7  |
| 5 - Présentation des candidatures et des offres .....              | 8  |
| 5.1 - Documents à produire.....                                    | 8  |
| 5.2 - Présentation des solutions alternatives.....                 | 10 |
| 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....                  | 10 |
| 6.1 - Transmission électronique .....                              | 10 |
| 6.2 - Transmission sous support papier .....                       | 11 |
| 7 - Examen des candidatures et des offres .....                    | 11 |
| 7.1 - Sélection des candidatures .....                             | 11 |
| 7.2 - Attribution des accords-cadres.....                          | 11 |
| 7.3 - Suite à donner à la consultation.....                        | 13 |
| 7.4 – Dispositif de vigilance : Aprovall (ex E-Attestations) ..... | 13 |
| 8 - Renseignements complémentaires .....                           | 13 |
| 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....           | 13 |
| 8.2 - Procédures de recours.....                                   | 13 |

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Contexte

La CCI du Cantal, établissement public à caractère administratif rattaché à la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes, constitue l'échelon de proximité auprès des entreprises du département. Elle intervient en appui au développement économique local à travers trois missions principales :

- Accompagner les entreprises industrielles, commerciales et de services dans leur développement ;
- Assurer leur représentation auprès des pouvoirs publics ;
- Proposer une offre de formation destinée au développement des compétences, portée par ses établissements de formation et d'enseignement réunis au sein du Campus CCI Cantal.

La CCI dispose d'un Campus de formation entièrement équipé permettant de dispenser de multiples formations sur catalogue ou spécifiques en lien direct avec le marché de l'emploi : [www.formationscantal.fr](http://www.formationscantal.fr)

Ces formations sont dispensées dans différents domaines :

- Très haut débit, Smart City, GSM
- Métiers de l'industrie et du bâtiment,
- Métiers du tertiaire
- Métiers de la montagne, tourisme et nature
- Métiers du sanitaire et social
- Métiers optique lunetterie
- Formation continue

Les clients cible de la CCI sont les suivants :

- Salariés d'entreprises,
- Demandeurs d'emploi,
- Alternants

Dans le cadre de ses actions de formation, la CCI souhaite développer des formations aux métiers optique lunetterie. Afin de dispenser ces formations, la CCI souhaite s'équiper de matériel d'ophtalmologie.

## 1.2 - Objet

La présente consultation concerne la fourniture d'équipements et de consommables d'ophtalmologie pour le compte de la CCI du Cantal, dans le cadre de ses activités de son centre de formation de Saint Flour.

L'offre intègre :

- La fourniture des matériels et/ou consommables;
- La protection des locaux lors des opérations d'installation (protection des sols, murs, arrêtes de porte, ascenseur (si disponible le jour de la livraison)) ;
- La livraison, le déchargement, le déballage, la mise en place et l'installation dans la salle de destination.
- Le montage, le réglage des matériels le nécessitant. Le cas échéant, la fixation en utilisant des consommables adaptés à la nature des murs ou des sols, afin d'assurer une prestation dans les règles de l'art ;
- L'évacuation des emballages (cartons, palette, plastiques...) et cela impérativement avant la fin de l'installation ;
- La démonstration de fonctionnement ;
- Le nettoyage des mobiliers et matériels installés (si l'état le justifie) et des salissures provoquées ;
- Toutes autres prestations décrites au CCP.

### 1.3- Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.4 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

### 1.5 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 3 Lot(s) :

Les lots 1 et 2 sont mono attributaires.

Le lot 3 est multi attributaires sous réserve d'un nombre suffisant d'offres. Voir dans le tableau ci-après le nombre de titulaires requis.

| Lot(s) | Désignation  | Nombre de titulaires requis | Montant maximum en € HT pour la durée du marché (2 ans) |
|--------|--|-----------------------------|---|
| 01     | Pack optométrie comprenant bras de réfracteur / fauteuil / projecteur de test / tête de réfraction manuelle / tabouret | 1                           | 50 000 €  |
| 02     | Autres équipements comprenant Lampe à fente / Auto-réfractomètre / table   | 1                           | 25 000 €  |
| 03     | Consommables optique lunetterie dont Lunettes d'essai / Mallette de Verres d'essai                                     | 2                           | 10 000 €  |

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.



Le candidat doit répondre à un maximum de références pour le lot 3  
Il est demandé un taux de couverture à minima de 85 % par rapport aux articles demandés au BPU.  
Le fait d'être inférieur au taux de référence demandé entrainera l'irrégularité de l'offre.

### 1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description  |
|----------------|--|
| 33122000-1     | Équipement d'ophtalmologie   |
| 38434540-3     | Matériel biomédical  |
| 38000000-5     | Équipements de laboratoire, d'optique et de précision (excepté les lunettes) |
| 39162200-7     | Matériels et appareils de formation  |

### **1.7 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## **2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.2 - Forme juridique du groupement**

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

### **2.3 – Variante facultative à l'initiative du candidat**

Aucune variante n'est autorisée.

### **2.4 – Solution alternative facultative**

Les candidats doivent obligatoirement répondre à la solution de base (équipements neufs) et peuvent, en complément, proposer une solution alternative pour le(s) lot(s) concerné(s). :

| Lot | Code   | Description                              |
|-----|--|--|
| 01  | Pack optométrie comprenant bras de réfracteur / fauteuil / projecteur de test / tête de réfraction manuelle / tabouret | Proposition d'équipements reconditionnés |
| 02  | Autres équipements comprenant Lampe à fente / Auto-réfractomètre / table   | Proposition d'équipements reconditionnés |

Conformément à l'article R.2151-10 du code de la commande publique, les solutions alternatives devront respecter les spécifications minimales du Cahier des Clauses Particulières et répondre aux mêmes qualités d'utilisation.

**Toutefois, il est précisé que :**

- a) Le vendeur du matériel fournit une déclaration sur l'honneur (datée et signée) indiquant l'origine exacte du matériel;
- b) Le prix du matériel d'occasion n'excède pas sa valeur sur le marché et est inférieur au coût de matériel similaire à l'état neuf.
- c) Le matériel présente les caractéristiques techniques requises et est conforme aux normes applicables



**La réponse à la solution de base est obligatoire.  
La réponse à la solution alternative est facultative**

## **2.5 - Développement durable**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## **3 - Conditions relatives au contrat**

### **3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

La durée du contrat est fixée au CCP.

### **3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### **3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

## **4 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (ATTRI) du lot 1
- L'acte d'engagement (ATTRI) du lot 2
- L'acte d'engagement (ATTRI) du lot 3
- Le cahier des clauses particulières (CCP) commun à tous les lots
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif du Lot 1 Offre de Base et Solution alternative / \ 2 onglets
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif du Lot 2 Offre de Base et Solution alternative / \ 2 onglets
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif du Lot 3
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE du lot 1
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE du lot 2
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE du lot 3
- Le document unique de candidature ( DUC)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté

à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

**Pièces de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés  | Commentaires  |
|---|---|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner | À renseigner dans le document unique de candidature |
| Numéro d'identification attribué par l'INSEE (SIRET...)   |   |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés  | Commentaires  |
|---|---|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | À renseigner dans le document unique de candidature |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels   |   |



Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés  | Commentaires  |
|---|---|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années   | À renseigner dans le document unique de candidature |
| Liste des principales prestations (références clients) effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat |   |
| Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en oeuvre lors de l'exécution du contrat  |   |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat  |   |
| Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité  |   |

**Pour présenter leur candidature, les candidats doivent compléter le document unique de candidature (DUC) mis à disposition dans le dossier de consultation (DCE) et le remettre en format) WORD et PDF.**

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### **Pièces de l'offre :**

| Libellés   | Signature |
|--|-----------|
| L'acte d'engagement (AE) du lot concerné   | Non       |
| Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif du lot concerné | Non       |
| Le cadre de réponse technique (OBLIGATOIRE - pièce contractuelle) du lot concerné        | Non       |
| Le catalogue tarifé du candidat pour le lot n°3  | Non       |
| Les fiches techniques et les fiches de données de sécurité, le cas échéant               | Non       |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **5.2 - Présentation des solutions alternatives**

Les candidats présenteront un dossier général « solutions alternatives » comportant un sous-dossier par lot concerné.

Chaque sous-dossier comprendra, a minima :

- une description technique détaillée des équipements proposés au titre de la solution alternative ;
- les justificatifs attestant de la conformité aux spécifications minimales du cahier des clauses particulières;
- tout document permettant d'apprécier l'origine, l'état et la conformité réglementaire du matériel le cas échéant.
- une description détaillée de la garantie offerte et indication de sa durée d'application...

**Chaque solution alternative devra être intégralement chiffrée dans le bordereau des prix – onglet solution alternative, en complément et sans substitution de l'offre de base, laquelle demeure obligatoire.**

## **6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

### **6.1 - Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

**La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.**

**La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.**

**Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.**

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

**Attention, la date et l'heure limites de dépôt s'entendent de manière stricte**



**Pensez à anticiper votre dépôt avant l'heure limite**

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **7 - Examen des candidatures et des offres**

## **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## **7.2 - Attribution des accords-cadres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

### **Lots 1 et 2**

| Critères  | Pondération   |
|---|---------------|
| <b>1-Prix des prestations</b><br><b>Coût d'intervention du SAV</b>  | <b>55.0 %</b> |
| <b>2-Valeur technique</b>   | <b>30.0 %</b> |
| 2.1- <i>Qualité et performances du matériel proposé : conformité aux spécifications du CCP, robustesse et durabilité du matériel, ergonomie, conditions d'utilisation, Le candidat joindra tout document utile à l'appréciation de ce sous-critère (fiches techniques, photos, catalogue produits)</i>  | 20.0%         |
| 2.2- <i>Organisation des prestations : conditions de livraison, interlocuteur dédié, existence d'un service technique de proximité ou identifié, Disponibilité des pièces détachées,</i>  | 10.0%         |
| <b>3-Délai : Délais de livraison annoncés, Délais d'intervention du SAV, délai de garantie à préciser pour le matériel neuf et pour le matériel reconditionné</b>   | <b>10.0 %</b> |
| <b>4- Performances en matière de protection de l'environnement :</b><br><i>Engagements en matière de réduction des déchets, Modalités de transport (groupage, réduction des emballages), Politique de reprise et recyclage en fin de vie, Recours à des équipements reconditionnés, durabilité, réparabilité, sobriété énergétique, certifications ou labels environnementaux le cas échéant.</i> | <b>5.0 %</b>  |

### **Lot 3**

| Critères   | Pondération   |
|--|---------------|
| <b>1-Prix des prestations</b>  | <b>55.0 %</b> |
| <b>2-Valeur technique</b>  | <b>30.0 %</b> |
| 2.1- Qualité des consommables proposés : <i>conformité aux spécifications du CCP, Profondeur de gamme (nombre de références), Garantie de la qualité professionnelle des produits</i><br>=> le candidat joindra tout document utile à l'appréciation de ce sous-critère (fiches techniques, photos, catalogue tarifé)                    | 20.0%         |
| 2.2- Organisation des prestations : <i>Montant minimum pour franco de port / conditions de livraison, conditions de reprise / retour, interlocuteur dédié,</i>   | 10.0%         |
| <b>3-Délai : Délais de livraison annoncés, Délai de Garantie</b>   | <b>10.0 %</b> |
| <b>4- Performances en matière de protection de l'environnement :</b><br><i>Engagements en matière de réduction des déchets, modalités de transport (groupage, réduction des emballages), politique de reprise et recyclage en fin de vie, durabilité, sobriété énergétique, certifications ou labels environnementaux le cas échéant</i> | <b>5.0 %</b>  |

Le critère "Prix des prestations" sera analysé de façon proportionnelle entre les candidats sur la base de l'offre financière. 55 points seront attribués au candidat dont l'offre de prix est la moins disante. La note pour les autres offres est calculée ainsi :

$$\text{Note} = 55 \times \text{Prix de l'offre la moins disante} / \text{Prix de l'offre.}$$

L'analyse des offres et leur notation sera effectuée principalement sur la base du cadre de réponse. Les autres critères et sous-critères, qu'ils soient détaillés ou non, seront notés à partir du barème suivant :

- 0% de la note : absence d'information par le candidat.
- 20% de la note : réponse insatisfaisante
- 40% de la note : réponse peu satisfaisante
- 60% de la note : réponse satisfaisante
- 80% de la note : réponse très satisfaisante
- 100% de la note : réponse excellente

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les solutions alternatives feront l'objet d'une analyse distincte, selon les mêmes critères et sous-critères, dans la mesure où ils sont compatibles avec la nature des prestations proposées.

L'offre finale retenue pourra porter soit sur l'offre de base, soit sur la solution alternative, sous réserve de leur conformité et de leur classement à l'issue de l'analyse.

### **7.3 - Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre et sera effectuée de préférence par échange de messages via la PLACE, plateforme de dématérialisation.

### **7.4 – Dispositif de vigilance : Aprovall (ex E-Attestations)**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats déposent leurs certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique sur la plateforme **Aprovall** mise à disposition gratuitement par la CCI à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre admis au paiement direct, les sous-traitants devront également déposer leurs documents sur la plateforme Aprovall

L'attributaire pressenti et ses sous-traitants recevront un courriel d'invitation pour se connecter sur **Aprovall**, depuis l'adresse [account@e-attestations.com](mailto:account@e-attestations.com).

Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception.

## **8 - Renseignements complémentaires**

### **8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **8.2 - Procédures de recours**

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND

cours Sablon

CS 90129

63033 CLERMONT-FERRAND Cedex 1

Téléphone : 04 73 14 61 00

Télécopie : 04 73 14 61 22 (greffe)

04 73 14 61 29 (documentation)

Courriel : [greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr](mailto:greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr)

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND

cours Sablon

CS 90129

63033 CLERMONT-FERRAND Cedex 1  
Téléphone : 04 73 14 61 00  
Télécopie : 04 73 14 61 22 (greffe)  
04 73 14 61 29 (documentation)  
Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.